



Pôle Aménagement du Territoire et Proximité
Service Urbanisme
serviceurbanisme@ville-chambray-les-tours.fr
Tél. 02 47 48 45 50

MAIRIE
CHAMBRAY-LES-TOURS

DECISION DE NON-OPPOSITION DU MAIRE AU NOM
DE LA COMMUNE A UNE DECLARATION PREALABLE

Demande déposée le 28/12/2022
Demande complétée le 01/02/2023
Demande affichée en mairie le 02/01/2023

N° DP 37050 22 00189

Par :	Monsieur DESLIS Patrick
Demeurant à :	50 allée du Clos Lucé 37170 CHAMBRAY-LES-TOURS
Pour :	Construction d'une piscine
Sur un terrain sis à :	50 allée du Clos Lucé AW285

Surfaces de plancher
inchangées
Destination : habitation

CHAMBRAY-LES-TOURS,
Le 08/02/2023

Le Maire de CHAMBRAY-LES-TOURS,

Vu la Déclaration Préalable susvisée tendant à construire une piscine enterrée d'une superficie de 24 m², ensemble les pièces ci-annexées,

Vu le règlement de la zone UC du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 septembre 2013, modifié les 26 mars 2015, 7 juillet 2016 et 12 décembre 2022, mis en compatibilité les 21 mai 2015 et 08 novembre 2021 et révisé le 08 décembre 2016,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les travaux décrits dans la Déclaration Préalable susvisée sont AUTORISÉS, pour le projet décrit dans la demande susvisée et sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

ARTICLE 2 : L'eau de vidange des piscines sera déversée vers le réseau d'assainissement pluvial. Les eaux de lavage des filtres doivent être rejetées au réseau public d'assainissement des eaux usées s'il existe ou vers l'installation d'assainissement autonome.

ARTICLE 3 : Toutes les dispositions seront prises pour réduire les éventuelles nuisances sonores provoquées par le dispositif de filtration, notamment par l'éloignement et le confinement dans un caisson adapté.

ARTICLE 4 : L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que si, le projet rejette des eaux usées supplémentaires dans le réseau existant, celui-ci pourra faire l'objet d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif au titre de la loi de finances rectificative n° 2012-354 du 14 Mars 2012. Tours Métropole Val-de-Loire vous informera des modalités et des montants susceptibles d'être exigés.

ARTICLE 5 : Les travaux devront être réalisés en conformité avec le règlement d'assainissement et le règlement des eaux pluviales de TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE.

Conformément aux articles L 424-7 et R 424-12 du
Code de l'Urbanisme, et aux articles L 2131-1 et L
2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Rendu exécutoire compte tenu de la transmission en
Préfecture le : 10 FEV. 2023

Notifié à l'intéressé le : 08 FEV. 2023

Affiché en mairie le : 08 FEV. 2023



Par délégation du Maire
L'Adjoint au Maire

Didier VALLEE

NB : L'attention du pétitionnaire est attirée sur les dispositions issues de la loi n° 2003-9 du 03/01/2003, imposant l'obligation à compter du 01/01/2004 pour les piscines nouvelles et celles faisant l'objet de location saisonnière de l'habitation, et au 01/01/2006 pour les piscines existantes, la mise en place d'un dispositif de sécurité visant à prévenir le risque de noyade.

La construction est assujettie à la Taxe d'Aménagement (part métropolitaine et part départementale) et à la redevance archéologie préventive. La détermination de l'assiette de cette taxe et redevance sera fixée ultérieurement par les services de l'Etat chargé du recouvrement dans le département.

Le présent arrêté de Déclaration Préalable ne dispense pas le pétitionnaire des autorisations qui s'avèreraient nécessaires au regard de toute autre réglementation générale ou particulière dont il pourrait relever.

Le terrain, objet de la demande, est concerné par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre, catégorie 3 (RD943) (décret préfectoral du 24/12/2002) donnant obligation, sur une bande de 100 m de part et d'autre du bord extérieur de l'infrastructure, de respecter les normes acoustiques en vigueur.

Le territoire communal est sujet aux risques de fissuration dus au retrait des argiles en période de sécheresse et de gonflement de ces argiles en période de réhydratation. Le constructeur devra prendre toute mesure pour garantir la solidité de l'ouvrage et des canalisations compte tenu des risques de fissuration dus aux phénomènes de retrait des argiles en période de sécheresse et de gonflement de ces argiles en période de réhydratation.

Le terrain, objet de la demande, est situé dans une zone exposée au risque sismique (zone de sismicité 2 – faible) en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier.

L'affichage se fait par les soins du bénéficiaire grâce à un panneau rectangulaire dont les dimensions doivent être supérieures à 80 centimètres. Vous pouvez trouver ce type de panneau notamment dans les magasins de bricolage. Le coût du panneau est à votre charge. Le panneau doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient soient lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier.

Le panneau doit mentionner : votre nom, votre raison sociale ou dénomination sociale, la date de délivrance du permis ainsi que son numéro et la date d'affichage en mairie, la nature du projet et la superficie du terrain, l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté, le nom de l'architecte auteur du projet architectural si le projet est soumis à l'obligation de recours à un architecte, les droits de recours des tiers.

Il doit également indiquer, en fonction de la nature du projet :

. Si le projet prévoit des constructions : la surface du plancher ainsi que la hauteur de la ou des constructions exprimée en mètre par rapport au sol naturel,

. Si le projet porte sur un lotissement : le nombre maximum de lots prévus,

. Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs : le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs,

. Si le projet prévoit des démolitions : la surface du ou des bâtiments à démolir.

L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de TROIS ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,

- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.